

**DISCOURS DE DEPART DU HAUT-COMMISSAIRE DE LA
REPUBLIQUE EN NOUVELLE-CALEDONIE, THIERRY LATASTE**

MARDI 23 JUILLET 2019- 17H30- RESIDENCE

Seul le prononcé fait foi

Mesdames, messieurs les membres du gouvernement,
Mesdames, messieurs les membres du congrès,
Madame le maire de Nouméa
Monsieur le président du Comité économique et social ;
Monsieur le premier président de la cour d'appel
Monsieur le procureur général;
Monsieur le président du tribunal administratif,
Monsieur le président du tribunal de première instance,
Monsieur le procureur de la République,
Monsieur le vice-recteur
Mesdames et messieurs en vos titres et qualités,

Véronique et moi vous remercions d'avoir répondu aussi nombreux à notre invitation et nous excusons auprès de vous de cette trop longue attente, mais nous tenions à avoir un petit instant avec chacun d'entre vous lors de votre entrée dans ce salon. Votre présence est, à bien des égards, réconfortante, car c'est pour nous la fin d'un temps et je ne vais pas vous cacher notre émotion au moment de vous saluer et vous dire au-revoir.

Je rendais hier une visite d'au-revoir, une visite d'adieu au sénat coutumier. Avec une grande justesse, le dignitaire, le vieux qui m'accueillait, s'est interrogé sur la parole que nous allions échanger, qui était-il pour s'exprimer, pour la prononcer, qui était-je pour la recevoir, quel poids pouvait avoir cet échange ?

Je ne vous cache pas que ce soir, devant vous tous, amis et responsables de la Nouvelle-Calédonie d'hier, d'aujourd'hui et demain, je suis habité par cette même interrogation.

Je pourrais et devrais vous parler consultation.

Vous le savez, notre histoire avec la Nouvelle-Calédonie est ancienne. Elle date, pour moi, de plus de 30 ans. Ce territoire, je l'avais découvert une première fois en 1989, un mois après le drame qui avait frappé Jean-Marie Tjibaou et Yeiwene Yeiwene, comme directeur adjoint des stages à l'ENA puis, en 1991 comme secrétaire général et enfin deux fois comme Haut-commissaire. A chaque fois, j'ai eu le plaisir de découvrir de nouvelles facettes de ce pays aux mille couleurs, d'échanger avec cette Calédonie aux mille visages.

Mon souhait de revenir en juin 2016 faisait sens, à mes yeux, avec ce parcours. En effet, après avoir été acteur dans les discussions de l'Accord de Nouméa, après avoir été le premier Haut-Commissaire dans le statut issu de cet accord, je suis devenu celui qui a eu la responsabilité, responsabilité lourde, je ne le cache pas, d'organiser la première consultation de sortie de l'Accord.

Je veux exprimer ma gratitude au chef de l'Etat et au gouvernement du moment qui m'ont accordé leur confiance pour organiser cette consultation, aboutissement d'un long chemin que j'ai pu emprunter à divers moments.

Peut-être ont-ils estimé que je pouvais être en situation pour favoriser le dialogue entre les forces politiques calédoniennes.

Maintenir un climat apaisé qui permettrait à tous les calédoniens de s'exprimer à l'occasion de la consultation référendaire du 4 novembre dernier était en effet la condition indispensable à la réussite de ce choix historique qui devait impérativement être démocratique.

Le moment du départ est un moment de bilan, je vous le disais. Je vais vous épargner une description exhaustive de toutes les actions menées par les services de l'État depuis trois ans. Mais je ne peux quitter le caillou sans évoquer à travers quelques thèmes ma mission de serviteur de l'Etat en Nouvelle-Calédonie et surtout sans remercier, toutes celles et tous ceux qui ont œuvré, sous mon autorité, à servir l'intérêt général.

L'organisation de la consultation était la priorité de ma feuille de route.

Jusqu'à l'année 2015, les dispositions de la loi organique relative à l'organisation de ce scrutin n'avait pas fait l'objet de discussions particulières, ni de véritables mesures d'application. Le travail à accomplir était donc conséquent et le délai particulièrement contraint.

Lors de son déplacement en décembre 2017, le Premier ministre nous avait fixé un cap en exigeant une mobilisation de tous les services pour garantir un « *scrutin légitime et sincère* ».

La tenue de ce scrutin était l'aboutissement du long processus de dialogue initié par l'Etat avec les forces politiques calédoniennes et constituait une échéance politique majeure.

La Nouvelle-Calédonie était, le 4 novembre dernier, placée sous le regard du monde, treize observateurs internationaux des Nations Unies, le comité ministériel du Forum des Iles du Pacifique sont venus suivre cet événement majeur. L'Accord de Nouméa est considéré, à bien des égards, comme un accord innovant pour définir une architecture institutionnelle unique.

Et je crois pouvoir vous dire, en me réjouissant, que nous tous, collectivement, avons été à la hauteur de ce scrutin symbolique. L'organisation de cette consultation a été saluée par tous, du Président de la République aux autorités étrangères, des femmes et des hommes politiques de ce pays aux élus nationaux.

C'est un succès parce que l'Etat avait su gagner la confiance de tous les interlocuteurs, des forces politiques, par un dialogue constant, régulier mené avec les partenaires au sein des groupes de travail dans lesquels avec mes collaborateurs, nous avons apporté les éléments nécessaires au bon déroulement des échanges.

Comme il a été souligné lors du dernier comité des signataires « *la consultation constitue un point d'étape sur le long chemin sur lequel les calédoniens se sont engagés avec prudence et détermination pour définir l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie* ».

Si l'organisation du référendum a nécessité de longues heures de travail au sein des groupes, dans le cadre des commissions administratives spéciales, communes par communes, elle a également exigé un engagement des forces de sécurité pour assurer le bon déroulement du scrutin et veiller à ce que tous les électeurs puissent prendre part au

vote en toute sérénité. Je profite donc de cette occasion pour saluer policiers, gendarmes, et tous ceux qui ont œuvré, ce jour-là, mais aussi les autres jours, de près ou de loin, sans relâche, et parfois en risquant leur vie, pour lutter contre tout ce qui mine notre pacte social.

Je pourrais et je devrais vous parler de ma fierté d'avoir servi l'Etat- la nation française s'est constituée autour de l'Etat. La vocation, la raison d'être des préfets et sous-préfets, est de l'incarner, de lui donner un visage, d'écouter en son nom, de porter sa parole, de décider, d'assumer ses choix. Rien de plus noble et je n'ai jamais regretté, du Pacifique, aux Alpes, de la Méditerranée à l'Atlantique, le métier que j'ai choisi, qui réclame un don de soi de tous les instants--sans oublier la part considérable qui est revenue à Véronique, sans oublier dans leur construction personnelle ce que nos enfants ont dû accepter et assumer, de mobilité et déchirements, mais aussi de richesses, de rencontres et de découvertes.

L'Etat, ici, durant ces trois décennies, est d'abord et avant tout un partenaire loyal, engagé, présent et attentif de l'accord de Nouméa dans toutes ses dimensions.

Durant mon séjour, j'ai eu à cœur de poursuivre la politique de rééquilibrage fixée par l'Accord de Nouméa. Elle a pu prendre la forme des contrats de développements ou s'incarner dans des outils tels que Cadres Avenir. Objectif de rééquilibrage qui doit se poursuivre et s'intensifier, je le crois profondément.

Je voudrais saluer la présence parmi nous des stagiaires de la promotion 2019 de Cadres avenir.

Lorsque que je les regarde, devant moi, je vois cette fierté légitime, qui se lit sur vos visages. Je vois aussi une jeunesse qui regorge de talents et qui porte en elle de très hautes ambitions pour la Nouvelle-Calédonie et même temps pour chacun d'entre eux.

Rééquilibrer, cela prend du temps. Rééquilibrer parce que les différences étaient trop importantes, cela avait avant tout exigé du courage, une volonté, un engagement, que l'Etat a pris et qui a été constant à travers les gouvernements et les alternances.

Depuis près de trente ans, l'Etat accompagne la Nouvelle-Calédonie, les provinces et les communes, dans leurs efforts de développement économique et social et tant d'outils fêtent un trentenaire bien portant : Cadres avenir, ICAP, ADRAF, BCI, SIC.

J'ai signé, en arrivant en 2016, la génération des contrats 2017-2021. En 2018, c'est une part Etat de plus de 8 milliards de francs qui a pu être investie pour le développement de la Nouvelle-Calédonie et il en va de même pour les cinq années de chacun des contrats.

Depuis 1990, 5 générations de contrats se sont succédées. En 27 ans de contrats, ce sont près de 427 milliards de francs investis pour le futur de la Calédonie, dont près de 219 milliards apportés par l'Etat.

A travers les aides fiscales nationales, l'Etat a apporté son soutien aux projets économiques structurants de la Nouvelle-Calédonie notamment dans les secteurs métallurgiques, miniers, énergétiques ou touristiques.

Beaucoup a été fait, mais beaucoup reste encore à faire.

Moi, qui ais eu la chance de suivre le processus calédonien depuis 30 ans, je vois que la Nouvelle-Calédonie a beaucoup changé, elle s'est beaucoup enrichie et équipée, les engagements qui ont été pris ont donné lieu à des réalisations considérables.

Il n'en reste pas moins que l'écart entre ceux qui sont les plus isolés ou les plus défavorisés et ceux qui sont les mieux lotis par la vie demeure encore trop élevé en Nouvelle-Calédonie, et qu'il y a des politiques publiques sur lesquelles il vous faudra rester engagés dans les années à venir. Il en va d'un modèle social équilibré et cette exigence de cohésion doit animer tous les responsables de la Nouvelle-Calédonie.

Je n'ai pas su échapper une dernière fois aux devoirs de ma charge en parlant pour l'Etat.

Mais je voudrais maintenant vous parler avec mon cœur, vous parler de ce que vous avez en partage.

Vous parler de cet amour de la Nouvelle-Calédonie qui vous rassemble plus qu'il ne vous sépare, il nous a touché aussi, mon épouse, mes grandes filles et nous lie à jamais à ce pays où est né notre fils,

Vous parler de cette jeunesse de la Nouvelle-Calédonie et celle des visages qui l'incarnent

Vous parler de ces sourires et de ces regards autours du président de la République Place Bir-Hakeim, au lycée de Pouembout, à Ouvéa ou à la cité de Pierre Lenquette.

Vous parler de la fierté partagée autours des sportifs vainqueurs hier et de retour d'Apia.

Je n'ai pas le talent du poète, comment dire la lumière et les paysages, le lagon et la chaîne, la chasse, la pêche, les promenades à cheval ou les randonnées, les petits matins au bord d'un creek, la beauté d'un troupeau ou les brumes dans la vallée

Comment ne pas aimer ensemble ?

Pourquoi se déchirer ?

Bien sûr la période coloniale a été lourde, ses stigmates sont toujours présents, l'histoire a eu ses victimes et ses souffrances.

La question qui reste posée aux calédoniens engagera l'avenir mais elle ne le résume pas.

Ces mots, parfois galvaudés car trop usés, ont un sens :

Comment vivre ensemble ? Quel destin commun choisir ? La manière dont la souveraineté sera organisée ne suffira pas à dessiner le futur.

Comment reconnaître toute sa place, sa dignité au peuple premier ? comment rassurer sur le futur ceux dont les parents ou les ancêtres sont venus d'ailleurs ? comment tirer parti d'une richesse de la nature sans égale tout en la préservant et en la respectant ?

Comment trouver les relais à la mine et à la métallurgie ? comment donner une chance égale à chaque jeune ? Comment garantir le respect et la reconnaissance de l'autre ?

Ces défis sont devant vous et l'histoire n'est pas écrite.

La Nouvelle-Calédonie est la terre de tous les possibles.

Mais ce que j'ai appris, en modestie, ce qui est sûr dans ce pays, c'est que l'on n'est jamais sûr de rien, en bien ou en moins bien, c'est un pays qui ne pardonne pas et où on apprend l'humilité.

Alors, au moment de quitter mes fonctions, au moment de vous saluer tous, je veux exprimer mon espoir, ma confiance, ma foi dans une Nouvelle-Calédonie belle de sa diversité, digne de la poignée de mains qu'ont échangé Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur- Soyons à la hauteur !

Merci!